

**CONVENTION DE PRESTATION DE SERVICE ENTRE LA
COMMUNE DES ARCS SUR ARGENS
ET LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DRACENOISE**

Entretien de la Zone du Pont Rout

Vu les dispositions du CGCT, notamment son article L 5216-7-1 ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article précité du CGCT, la Communauté d'Agglomération Dracénoise peut confier par convention la gestion de certains services relevant de ses attributions à la Commune des Arcs-sur-Argens ;

Considérant que ce mécanisme est en outre conforté, dans son mode de passation sans mise en concurrence ni publicité préalable, par la jurisprudence (CJUE, 13 novembre 2008, Coditel Brabant SA, aff. C324/07 ; CAA Paris 30 juin 2009, Ville de Paris, n°07PA02380 et « Landkreise- Ville de Hambourg » ; CJUE, 9 juin 2009, commission c/ RFA, C-480/06 ; voir aussi par analogie CE, 3 février 2012, Communauté d'Agglomération d'Annecy et Commune de Veyrier du Lac, n°353737) ;

Considérant que cette convention n'entraîne pas un transfert de compétence mais une délégation de la gestion de l'entretien de la Zone du Pont Rout,

Considérant qu'il convient de rationaliser le fonctionnement du service d'entretien des voiries internes de cette Zone, dont une partie est assurée par la commune des Arcs-sur-Arcs, relevant de son périmètre de compétences,

Considérant qu'il convient de fixer les modalités de la convention par laquelle la Communauté d'Agglomération, entend confier la gestion du service en cause à la Commune,

IL EST CONVENU CE QU'IL SUI

La Communauté d'Agglomération Dracénoise, représentée par Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, son Président, dûment autorisé à cet effet par délibération du conseil de communauté n°..... en date du

Ci-après désignée « La Communauté »

D'une part ;

ET

La Commune des Arcs-Sur-Argens, représentée par Alain PARLANTI, son Maire, dûment autorisé à cet effet par délibération n°..... du..... ;

Ci-après désigné « La Commune »

D'autre part

ARTICLE 1^{er} : Objet

Dans le cadre d'une bonne gestion du service d'entretien des voiries situées sur la Commune des Arcs sur Argens, la Communauté d'Agglomération Dracénoise confie, en application de l'article L 5216-7-1 du CGCT, la gestion de l'entretien des espaces verts liés aux voiries de la Zone du Pont Rout, Zone d'Activité Economique (Cf. plan joint en annexe);

Ce transfert concerne la gestion du service en cause et non la compétence de développement économique, qui reste dévolue par la loi et les statuts de la Communauté d'Agglomération à la CAD.

ARTICLE 2 : Modalités d'exécution de la convention

La présente convention est un cadre permettant de confier l'exécution de ce service à la Commune des Arcs sur Argens. La prestation de service, puisque le juge administratif a bien précisé qu'une telle convention de l'article L 5216-7-1 du CGCT est une prestation de service exonérée de règle de concurrence et de publicité, donne lieu à signature de la présente convention.

ARTICLE 3 : Modalités d'exécution des contrats

Aucun contrat de la Commune ne sera transféré à la Communauté. Aucun contrat de la Communauté ne sera transféré à la Commune.

ARTICLE 4 : Obligations

- Article 4-1 : Obligation de la communauté

La Communauté s'engage à mettre à la disposition de la Commune, à compter de l'entrée en vigueur de la convention, l'ensemble des informations nécessaires à la bonne exécution des prestations et d'en assurer le règlement.

- Article 4-2 : Obligation de la Commune

Pendant la durée de la convention, la Commune assure, sous sa responsabilité, la bonne exécution des prestations.

- Article 4-3 : Modalités pratiques

Entretien des voiries

1 Sur les avenues, rues, boulevards qui le nécessitent un débroussaillage des abords sur 2 mètres environ sera pratiqué à hauteur de 4 passages par an. Les déchets de cette opération seront systématiquement enlevés le jour même.

2 L'entretien des trottoirs sera exécuté par arrachage manuel de façon à ce qu'aucune mauvaise herbe ne vienne les coloniser.

Entretien des massifs arbustifs

1 Les massifs seront régulièrement binés et désherbés. Toutes les plantes qui le nécessitent seront taillées en fonction de leur époque de taille et/ou floraison et ce dans les règles de l'art. Les massifs feront l'objet d'une fertilisation organique à raison de trois applications par an en respectant les doses et les époques d'épandage. Une visite régulière sera réalisée afin d'éliminer par la taille les fleurs fanées. A l'automne les feuilles seront ramassées autant que de besoin.

2 Taille des haies

La taille se fera à l'automne. Une fois par an, l'opération consistera à maintenir le végétal à sa hauteur initiale afin de ne pas cacher les commerces voisins. Les déchets seront enlevés aussitôt. La haie peut concentrer des feuilles à sa base qu'il faudra enlever autant que nécessaire et évacuer aussitôt.

Tous les travaux sur voiries ou massifs devront respecter une signalisation appropriée.

L'olivier sera taillé en mars, de type « gobelet ».

ARTICLE 5 : Durée

La présente convention s'applique à compter du 1^{er} octobre 2016 pour une durée de 3 ans.

Elle peut être prorogée par délibérations concordantes des organes délibérants de la Commune et de la Communauté.

Les parties ont la faculté de résilier la présente convention unilatéralement à tout moment, par simple décision de l'exécutif de l'une ou de l'autre des parties signataires, agissant en vertu d'une délibération exécutoire.

Cette dénonciation doit être notifiée au moins trois mois avant la date de l'échéance annoncée par le présent article.

L'exercice de ce droit contractuel n'ouvre droit à aucune indemnisation pour l'une ou l'autre des parties.

ARTICLE 6 : Conditions financières

Le coût des prestations annuelles d'entretien sont les suivantes :

Intitulé prestation	Coût HT (€)
Gestion des espaces verts	2600 €
Epareuse pour désherbage des abords 4 fois/an	600 €
Total	3200 €

ARTICLE 7 : Contentieux

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévues par l'article L. 211-4 du Code de Justice administrative.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention devra être porté devant la juridiction compétente.

Envoyé en préfecture le 28/09/2016

Reçu en préfecture le 28/09/2016

Affiché le

SLO

ID : 083-248300493-20160922-C_2016_103-DE

Fait à
en deux exemplaires originaux,

**Le PRESIDENT
De la Communauté d'Agglomération
Dracénoise**

Olivier AUDIBERT-TROIN

**Le Maire de la Commune des
Arcs sur Argens**

Alain PARLANTI,